

La betterave chez les jeunes agriculteurs : perception actuelle, enjeux futurs





Franck Sander
Président de la CGB



Samuel Vandaele
Président des Jeunes Agriculteurs

Le renouvellement des générations est un enjeu crucial pour la ferme France, et pour notre filière betteravière en particulier.

Après trois années de crises, comment réconcilier les jeunes avec la betterave ? Jeunes Agriculteurs (JA) et la Confédération Générale des planteurs de Betteraves (CGB) sont allés à la rencontre de jeunes betteraviers, pour mieux comprendre leurs attentes propres vis-à-vis de notre filière.

En voici la synthèse. Nous vous invitons à la lire : **elle souligne l'urgence de la situation**. Que ce soit sur la transparence des prix, le besoin d'innovation contractuelle et de souplesse dans les engagements, la nécessité d'avoir des réponses agronomiques aux grands enjeux actuels, ou même la recherche de nouvelles valorisations de la betterave, les jeunes betteraviers dressent un constat sévère et réaliste, mais accompagné de propositions concrètes, pour aller de l'avant.

Bonne lecture !

UN CONSTAT SÉVÈRE POUR LA BETTERAVE, ET UN SENTIMENT D'URGENCE



Le constat est sans appel : « *on ne peut pas vendre la betterave à un jeune aujourd'hui* ». D'ailleurs, pour les jeunes nouvellement installés :

- Soit la betterave était déjà présente sur l'exploitation et il l'a conservée, par tradition et par attachement à l'outil industriel local, en se questionnant alors sur la possibilité de réduire la surface betteravière,
- Soit ce n'était pas le cas : dans ce cas, il ne se posera même pas la question d'en faire...

C'est finalement ce qui avait fait l'attrait de la betterave hier qui est devenu, pour les jeunes, ce qui les en éloigne : *en trois ans, elle est passée de l'image de « culture la plus sécurisante » à celle de « culture la plus à risque » de l'exploitation* :

- En rendement : jusqu'à présent, les aléas en rendement betteraviers étaient considérés faibles (ce qui explique d'ailleurs que cette culture soit généralement retirée des contrats d'assurance lorsqu'un jeune a une MRC). Les sécheresses, mais surtout la jaunisse, ont cassé cette image.
- En revenu : si les jeunes conçoivent très bien que le prix d'une culture peut être volatil, ils traitent ce point en lien avec la notion d'engagement et de visibilité : avec les prix de ces dernières années, le risque est trop grand sur l'exploitation pour permettre de s'engager sur cinq ans.

Pour les jeunes betteraviers, il y a clairement un sentiment d'urgence sur le sujet. L'érosion des marges sur la culture de betteraves fait craindre pour la rentabilité de l'atelier sur l'exploitation : les prix de 2022 seront décisifs dans les choix de conserver la betterave, dans un climat d'incertitudes sur les moyens de lutte contre la jaunisse post-2023.

CE SENTIMENT D'URGENCE... POUR QUELLES RAISONS ?



CRAINTES ÉCONOMIQUES

Il est clair que les jeunes agriculteurs ont une vision précise des marges de leurs différentes cultures, et la betterave a été catastrophique, sur ce point, ces trois dernières années.

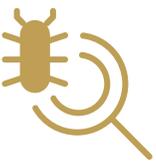


Mais, néanmoins, la crise économique que traverse la filière n'est pas la première raison de ce désamour : « la crise en betterave est comme les crises que l'on a connu ailleurs finalement ».

La vraie raison est que cela est couplé à des craintes agronomiques : les incertitudes empêchent d'y voir clair à moyen terme – alors que justement, quand on fait de la betterave, cela demande un engagement de long terme.

CRAINTES AGRONOMIQUES

Une pression parasitaire qui fait peur aux jeunes



Les dernières années (sécheresse, jaunisse) ont eu un effet dévastateur sur l'image de la betterave. Les jeunes estiment que les rendements en betterave seront désormais baissiers : les problèmes agronomiques actuels (cercosporiose, charançon, jaunisse) sont majeurs, et la génétique est décevante.

Une nécessité d'allonger les rotations



Les jeunes betteraviers estiment que la dérogation relative aux néonicotinoïdes était nécessaire, mais les obligations relatives aux rotations qu'elle induit fragilisent les exploitations : si on ne réduit pas la surface betterave, cela signifie que l'on doit réduire d'autres cultures qui sont plus rémunératrices (lin, pomme de terre).

Finalement, il est estimé qu'entre les rotations contraintes réglementairement (dérogation NNI) et celles contraintes agronomiquement (pressions parasitaires), les rotations autrefois en place sont désormais impossibles à tenir. D'ailleurs, si la rotation de l'exploitation reprise était autrefois pilotée par la betterave, c'est désormais le lin ou la pomme de terre qui deviennent la culture maîtresse : la betterave doit maintenant s'insérer dans la rotation, ce n'est plus elle qui la dicte.



Un besoin de réduction qui ne peut passer que par un désengagement

Par conséquent, les jeunes agriculteurs jugent nécessaire de réduire leurs surfaces. Mais puisque contractuellement (engagement coopératif), il n'est pas possible de le faire temporairement, il n'y a d'autre choix que de réduire ses engagements de manière pérenne. D'autant plus avec les incertitudes sur la jaunisse à partir de 2024 : la crise de 2020 a été un traumatisme et, pour les zones qui ont été très impactées, il sera très difficile de convaincre un jeune de semer.

UN VRAI MALAISE AVEC L'AVAL

Des parts sociales telles qu'elles obligent à une exemplarité qui fait pourtant défaut

Les jeunes agriculteurs en coopérative sont très au fait de leur capital immobilisé en parts sociales – bien plus important que dans d'autres filières - et jugent d'autant plus durement leur coopérative sur le retour de valeur de leur engagement. Ce montant est tel que :

- pour les jeunes qui souhaitent réduire leurs engagements, il est devenu un argument pour le faire ;
- pour ceux qui pourraient être tentés de les augmenter, leur montant ne leur semble plus autant justifié qu'à l'époque où les investissements dans les outils (achat de matériel) étaient conséquents.

Pire, leur utilisation, par la coopérative, est jugée amèrement :

« comment cet argent a-t-il été utilisé ? » ; « S'il y a eu des investissements en termes de rentabilité de l'outil, pourquoi cela ne s'est-il pas traduit par de meilleurs prix de betterave ? » ; « Comment est-il possible qu'un groupe privé rémunère mieux qu'une coopérative dans laquelle on a placé tant d'argent ? » ; « Avec autant d'argent placé, nos coopératives devraient être exemplaires, alors qu'elles donnent une image très opaque de leur fonctionnement. »

Un prix de betterave qui n'est pas compris et qui sème donc le doute



Pour les jeunes, le prix de betterave semble fixé de manière arbitraire ; à la fois complexe à lire, et sans information quant à la manière dont il est construit.

Très au courant des pratiques de la filière sous quota, ils estiment nécessaire d'avoir un prix de base de la betterave, une grille du partage du prix, et un prix distinct au titre de la pulpe. La visibilité sur ce prix de base, connu avant semis, est notamment jugée fondamentale, compte tenu des frais engagés dans la culture de la betterave.

Ils regrettent également l'absence de choix quant aux prix pratiqués : pourquoi ne pas proposer le choix entre un prix moyen, un prix mixte, un prix indexé sur un marché, comme dans les autres productions de grandes cultures ? Enfin, ils ont une vision assez passéiste de cette filière *« il n'y a aucune innovation dans les contrats betteraviers, juste un prix, qui tombe d'en haut »*.

Le sentiment de porter tous les risques de la filière



Dans les autres cultures, ils estiment savoir d'où vient leur prix et jugent qu'il n'y a plus qu'en betterave où ce n'est pas le cas. **Cela les conduit à penser qu'ils représentent finalement la variable d'ajustement de toute la filière :**

« on met des prix pour garder les volumes à livrer, pas pour rémunérer le planteur ». Selon eux, la prime au maintien des surfaces en est bien la preuve : *« si on nous donne une prime pour continuer, c'est bien qu'il y a un problème »*.

Des engagements qui emprisonnent



Les jeunes jugent les engagements actuels comme des contraintes. Avec des engagements sur 5 ans, ils estiment porter tous les risques : au regard des risques agronomiques et économiques pris avec un engagement d'une telle durée, le manque de visibilité et de soutien donnés par les coopératives questionne sur la répartition du risque. Pour ceux qui en ont la possibilité, il leur semble plus raisonnable de réduire un engagement en coopérative au profit d'un contrat avec un privé qui sera plus souple sur la durée – même s'ils jugent cette situation aberrante.



En 2020, la CGB a initié au sein de l'interprofession (AIBS), une campagne de communication pour mettre en avant le métier, le savoir-faire des betteraviers et valoriser l'importance des débouchés de la betterave pour l'économie française. Cette campagne est active sur les réseaux sociaux sous le hastag #FiersDeNosBetteraviers.

Retrouvez l'ensemble de la campagne et des visuels par débouché sur cgb-france.fr

COMMENT CHANGER LES CHOSES ?



DES ATTENTES SUR LES COOPÉRATIVES ET LEUR GOUVERNANCE

Pour les jeunes, **l'attachement au modèle coopératif est fort**, et les coopératives doivent soigner trois valeurs fortes, d'autant plus dans le secteur betteravier qu'elles hébergent un capital (part-sociale) très conséquent. Elles se doivent donc d'être exemplaires :

- **Parvenir à associer équité entre coopérateurs avec écoute et proximité.** S'il faut raisonner d'un point de vue national sur les conditions de rémunération, il faut respecter les problématiques régionales sur les sujets techniques (exemple des régions périurbaines), et être à l'écoute du coopérateur.
- **Être transparente sur les prix :** la coopérative doit lever les doutes en expliquant clairement d'où vient la rémunération de la betterave, comment ce prix est construit.
- **Permettre un retour sur investissement aux coopérateurs :** les parts sociales sont considérées par les jeunes comme un placement financier. Elles doivent être rémunérées d'une façon claire sous peine de semer le doute. C'est d'autant plus important dans la filière que ces parts sociales sont conséquentes, alors que la trésorerie est un sujet majeur quand on s'installe.

DES PROPOSITIONS POUR RENFORCER LE LIEN



Quels que soient la taille et le périmètre des coopératives, les jeunes agriculteurs estiment qu'il est nécessaire, et possible, de concilier stratégie (inter)nationale et ancrage territorial.

Des journées d'accueil sont parfois proposées au niveau régional et elles sont appréciées : elles pourraient être complétées par des journées d'accueil au niveau national. Mais, de manière plus large, et à l'exemple des partis politiques, **des « universités d'été » pourraient être organisées par les coopératives** : lieu d'échanges et de débats, pour renforcer l'appartenance à la coopérative.

ALLIER ENGAGEMENT ET SOUPLESSE



L'engagement étant considéré désormais comme une contrainte, les jeunes proposent des engagements plus souples. Un jeune ne peut pas s'engager sur cinq ans après les trois années qu'il a vécu : **pourquoi ne pas proposer**

des souplesses en fonction des opportunités de marché, des durées réduites d'engagement pour les jeunes, ou l'équivalent de « périodes d'essai », avant un vrai engagement ?

L'engagement des agriculteurs ne peut se faire que s'il est accompagné d'une transparence au niveau des prix et des modalités afin que l'agriculteur ait toutes les cartes en main pour la gestion de son exploitation agricole - ce qui est d'autant plus nécessaire dans les premières années d'installation.

EXPLIQUER LES PRIX, ATTIRER PAR LES CO-PRODUITS

Les prix de betteraves doivent être à la fois simplifiés et davantage expliqués (prix de base, grille de partage, prix des pulpes), de l'innovation dans les contrats doit être proposée (prix moyen, mixte ou indexé sur un marché, au choix du coopérateur) : **à un engagement de livraison en volume dans la durée par un coopérateur doit répondre un engagement sur la manière dont ce prix sera construit, sur la même durée.** Ces préalables sont une évidence pour les jeunes agriculteurs.

Mais la betterave a aussi un intérêt pour les jeunes en termes de co-produits. La pulpe, pour les éleveurs et les méthaniseurs, est un vrai attrait ainsi que la vinasse et, dans une moindre mesure, les écumes. Il est proposé **d'augmenter le « droit pulpe » pour les jeunes betteraviers qui le demandent et d'augmenter la disponibilité sur la vinasse et les écumes, par exemple sous la forme d'un bonus.**



ACCOMPAGNER LES BESOINS DE TRÉSORERIE DES JEUNES



Les initiatives des coopératives céréalières, en termes par exemple d'échéances des paiements des produits phytosanitaires (après récolte) pour les jeunes agriculteurs, sont très appréciées : elles répondent à un vrai besoin en trésorerie lors de l'installation. La filière sucre pourrait faire de même avec les semences de betteraves par exemple, mais aussi sur le règlement du prix des betteraves : attendre presque un an et demi après le semis pour être payé est jugé très problématique pour les jeunes betteraviers. **Des échéanciers appropriés et des avances devraient être proposés.**

QUEL RÔLE POUR LES STRUCTURES ACCOMPAGNANTES ?



ACCOMPAGNEMENT À LA TECHNIQUE, ACCÈS À L'INFORMATION : LA BETTERAVE A TOUT BON

L'accompagnement technique, en betterave, est jugée meilleur que dans d'autres filières par les jeunes. **La présence et la mobilisation de l'Institut Technique de la Betterave en région, sa proximité, son caractère indépendant est très apprécié** (« *cela n'existe dans aucune autre filière* ») : il faut absolument la conserver. En revanche, la redondance avec d'autres structures est pointée du doigt : chambres d'agriculture ou Services Agronomiques des Sucreries, dont l'indépendance dans le conseil est mise en doute, et qui peuvent donner des informations contradictoires. **De manière générale, les doublons sont mal perçus par les jeunes, qui y voient de l'argent gaspillé.**

L'information, en provenance du Betteravier Français, est jugée de très bonne qualité et indispensable : « *c'est le meilleur journal agricole* ». Il est suggéré d'offrir l'abonnement aux Jeunes Agriculteurs betteraviers, pour leur donner l'habitude de le lire et leur donner le goût de l'information.

RÔLE DU SYNDICALISME

Pour les jeunes agriculteurs, **la question agronomique actuelle, qui est le vrai défi de demain, aura bien sa réponse dans le règlementaire. Sur ce point, le syndicalisme est fondamental** : il doit défendre les outils et les faire évoluer dans le sens souhaité par la profession (PPP, NBT, etc).

Le syndicalisme doit également se positionner sur les critères économiques : « *on attend de lui un rôle de gendarme sur ces questions* ». Il doit s'assurer du ruissellement de la valeur vers l'amont dans les groupes privés, et, en groupe coopératif, il doit s'assurer que la structure est au service de ceux qui la financent.

Enfin, le syndicalisme **doit s'assurer du développement de nouveaux marchés, lorsqu'ils demandent des ajustements règlementaires** :

- L'exemple du bioéthanol est spontanément nommé,
- La rémunération des efforts, via le carbone, est également évoquée comme une opportunité,
- Et enfin, la certification et les mentions valorisantes. Ce point est pris avec une certaine circonspection néanmoins : la certification doit toujours être volontaire, valorisante, à l'échelle de toute l'exploitation, et en veillant à ce qu'elle ne débouche pas sur une nouvelle norme. Des réserves sont exprimées sur l'efficacité de la HVE, en termes de valorisation en ce qui concerne le sucre et, de manière générale sur ce produit, sa capacité à être segmenté est mise en doute (en dehors de la notion de local ou de Biologique).

UN SYNDICALISME QUI DOIT ÊTRE PLUS VISIBLE AUPRÈS DES JEUNES



Cela dit, le syndicalisme actuel (CGB) a des efforts à faire, notamment pour attirer les jeunes – ce sujet de l'attrait des jeunes au syndicalisme n'étant pas propre à la CGB. Il est demandé de **mieux communiquer sur l'action de la CGB auprès des jeunes : son action est estimée peu visible, peu lisible**. Elle doit parvenir à **expliquer de manière plus concrète**, par exemple autour de journées de formation (la journée Jeunes Betteraviers avait été très appréciée), avec **davantage de relais avec les réseaux JA en région**. La ristourne pour les JA sur l'adhésion CGB est méconnue (l'adhésion en direct aussi).

Concernant les **entités régionales de la CGB**, les jeunes estiment **qu'elles pourraient être resserrées, avec moins d'administrateurs, mais davantage présentes, et avec une vraie indépendance vis-à-vis des coopératives**.

IL NE FAUT PAS ROUGIR DE LA PLACE FAITE AUX JEUNES



De manière indépendante à la filière betterave, que ce soit en coopérative ou dans le syndicalisme, **la place réservée aux jeunes est jugée suffisante** : *« quand on est jeune, on est sollicité partout, on ne peut pas répondre à tout ! »*. Ils se sentent à leur place dans les structures existantes, bien associés, et y trouvent un grand intérêt intellectuel. Deux bémols : le bénévolat a ses limites alors que peu de personnes s'investissent, et le sujet de la féminisation est un « chantier colossal ».

Le **sucre**
dans votre café
le matin ?
Merci Alexis !

BETTERAVIERS,
NOUS SOMMES
FIERS DE VOUS ! 

ALEXIS,
BETTERAVIER DANS L'OISE

UNIL BETTERAVIERS DANS L'OISE
2022 FRANCE FR



cgb-france.fr

 @CGB_FR

 @CGB.France



jeunes-agriculteurs.fr

 @JeunesAgri

 @syndicat.jeunesagriculteurs